Le bulletin
Hebdomadaire

Disponible sur l'Internet
www.usmission.ch

Cette Semaine

4 mars 2005

Le rapport suLe rapport sur les droits de l'homme favorise la liberté humaine, affirme Mme Rice
La secrétaire d'État souligne dans l'avant-propos l'importance de la dignité de l'homme. 1

Mme Rice souhaite l'avènement d'un État palestinien " réellement viable "
Elle demande à la communauté internationale d'aider à construire les institutions palestiniennes 2

La Chambre réexamine le programme d'aide d'urgence aux victimes du VIH/sida
Des parlementaires évoquent les moyens d'assouplir les dispositions de la loi portant création de ce programme. 3

RDC : la conduite de certains Casques bleus scandalise les États-Unis
Déposition d'un haut responsable du département d'État 4

Les États-Unis appuient vigoureusement le processus de paix au Soudan
Communiqué rendu public le 25 février par le département d'État 5

Soudan : les femmes doivent participer au processus de paix
Résumé des propos de deux anciens ambassadeurs des États-Unis 6

Les dons privés américains affluent vers les zones touchées par le tsunami
Ils se montent à plus d'un milliard de dollars 7

Le rapport suLe rapport sur les droits de l'homme favorise la liberté humaine, affirme Mme Rice

La secrétaire d'État souligne dans l'avant-propos l'importance de la dignité de l'homme.

Les États-Unis se rangeront aux côtés de tous les États de par le monde qui veulent lutter contre l'oppression et défendre les droits fondamentaux de l'homme, en particulier la liberté et la dignité de chaque être humain, affirme la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, à l'occasion de la parution du Rapport sur les pratiques en matière de droits de l'homme dans le monde en 2004.

" La compilation minutieuse de ces rapports nous permet de mieux attaquer l'oppression et défendre la dignité humaine et la liberté" déclare Mme Rice dans l'avant-propos de ce rapport diffusé le 28 février sur la situation des droits de l'homme dans 196 pays.

Soulignant la corrélation étroite qui apparaît entre la démocratie et la défense des droits de l'homme, la secrétaire d'État rappelle que des élections auxquelles les États-Unis ont apporté leur concours se sont récemment tenues dans différents pays, notamment au Guatemala, en Indonésie, au Ghana, en Ukraine et en Afghanistan.

Nouveau Bulletin Electronique "Human Rights Update"

Pendant la Commission des Droits de l'Homme, la Délégation des Etats-Unis publiera régulièrement un bulletin électronique en anglais avec des déclarations, des communiqués et des articles divers sur les droits de l'homme.

Si vous désirez recevoir ce bulletin envoyez un mail à l'adresse suivante: update@usmission.ch

“ Ce droit fondamental à un suffrage efficace ouvre la voie à l’avancement de tout un éventail d’autres droits, ainsi qu’on a commencé à le constater dans ces pays “, fait observer la haute responsable.

Nous donnons ci-après le texte de l’avant-propos.
Le texte intégral du rapport (en anglais) se trouve à l’adresse suivante :

http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2004/index.htm

Avant-propos

Lors de son second discours d’investiture, le président Bush a réaffirmé l’engagement des États-Unis en faveur de la liberté et de la dignité humaine aux quatre coins de la planète.

Les intérêts vitaux du peuple américain et ses convictions les plus profondes sont maintenant indissociables. Dès le premier jour de la fondation de notre pays, nous avons proclamé que les droits, la dignité et une valeur incomparable s’appliquaient à tous les êtres humains, à chaque homme et à chaque femme, car ils étaient à l’image du Créateur du ciel et de la terre. Génération après génération, nous avons proclamé le caractère impératif de l’autodétermination, car personne n’a les qualités particulières d’un maître, de même que personne ne mérite d’être esclave. La mission qui sous-tendait la création de notre nation consistait à faire avancer ces idéaux. C’est un accomplissement honorable auquel sont parvenus nos ancêtres. Maintenant, c’est la sécurité de notre nation qui l’exige de façon urgente et c’est à elle que nous devons nous consacrer.

La politique des États-Unis est donc de rechercher et d’appuyer la croissance des mouvements et des institutions démocratiques dans toutes les nations et toutes les cultures, l’ultime objectif étant de mettre fin à la tyrannie dans notre monde.

Les Rapports sur les pratiques en matière de droits de l’homme dans le monde fournissent un cadre important sur lequel se basent les États-Unis et d’autres pays pour évaluer la situation au plan de la liberté humaine et encourager les efforts en vue de la faire progresser. La compilation minutieuse de ces rapports nous permet de mieux attaquer l’oppression et défendre la dignité humaine et la liberté. Notre personnel à Washington et dans nos ambassades à l’étranger travaillent en étroite collaboration avec les habitants des pays, avec les organismes de défense des droits de l’homme et d’autres organisations ainsi qu’avec les chefs de file des collectivités afin d’identifier, d’examiner et de vérifier les informations. Ces documents, disponibles en diverses langues, encouragent la défense des droits de l’homme, permettent de mesurer les progrès réalisés et montrent les lacunes qu’il faut combler.

Au cours des douze derniers mois, nous avons travaillé en étroite collaboration avec la communauté internationale afin de permettre aux habitants de pays tels que le Guatemala, l’Indonésie, le Ghana, l’Ukraine et l’Afghanistan de faire en sorte que leurs votes puissent compter réellement lors de la sélection de leur gouvernement. Ce droit fondamental à un suffrage efficace ouvre la voie à l’avancement de tout un éventail d’autres droits, ainsi qu’on a commencé à le constater dans ces pays.

Cette vingt-huitième édition des Rapports sur les pratiques en matière de droits de l’homme dans le monde braque les feux des projecteurs sur 196 pays, qui vont des défenseurs les plus vigoureux de la dignité humaine aux pires violateurs. Nous prenons très au sérieux la responsabilité qui nous incombe de livrer avec toute l’exactitude, la sensibilité et le soin possibles les informations contenues dans ces rapports.

Ces informations nous permettent de mettre sur pied des stratégies afin de promouvoir la liberté en général et la liberté personnelle. Dans les mois à venir, nous rédigerons un rapport sur les mesures spécifiques que nous avons prises au cours de l’année passée en vue d’appuyer les droits de l’homme et la démocratie.

Conscients des efforts appliqués et de la très large coopération qui a caractérisé la préparation de ces rapports, aussi bien au sein du département d’État qu’en dehors, c’est un plaisir pour moi de transmettre au Congrès les Rapports pour 2004 sur les pratiques en matière de droits de l’homme dans le monde.

Mme Rice souhaite l’avènement d’un État palestinien “ réellement viable “

Elle demande à la communauté internationale d’aider à construire les institutions palestiniennes

Le 1er mars, les parrains de la “ Feuille de route “ pour la paix entre Israël et les Palestiniens se sont réunis à Londres pour discuter du processus de réforme en Palestine.

La secrétaire d'État des États-Unis, Mme Condoleezza Rice, a qualifié la conjoncture actuelle de " meilleure chance de paix que nous aurons peut-être pendant des années à venir ".

Les parrains de la feuille de route, à savoir les Nations unies, la Russie, l'Union européenne et les États-Unis, connus sous le nom de " Quartet ", ont publié une déclaration en faveur d'un État palestinien " réellement viable " précisant, selon le libellé de Mme Rice, qu'un " État constitué de territoires éparpillés ne marchera pas ".

Lors de l'allocution qu'elle a prononcée à l'ouverture des débats, Mme Rice a déclaré que l'attentat terroriste perpétré le 25 février à Tel Aviv (Israël) était un " rappel qu'il existe encore des groupes et des individus qui sont prêts à tuer pour empêcher l'instauration de la paix " et que la feuille de route, à juste titre, " stipulait que les organisations terroristes devaient être démantelées si l'on voulait atteindre notre objectif commun ".

Elle a évoqué une déclaration faite par le président Bush la semaine précédente lors de sa tournée en Europe, selon laquelle seule la démocratie pouvait à la fois " servir les intérêts des Palestiniens et garantir la sécurité d'Israël ". Elle a fait l'éloge de l'élection présidentielle organisée le 8 janvier sur les territoires palestiniens, la qualifiant de " point d'honneur pour le peuple palestinien " et a applaudi aux récents efforts déployés par les Palestiniens pour rendre leur gouvernement plus transparent.

Mme Rice a ensuite lancé un appel aux membres du Quartet et à l'ensemble de la communauté internationale, leur demandant d'aider l'Autorité palestinienne à " développer sa capacité de fournir des services essentiels tels que l'éducation et des soins médicaux à ses citoyens ". Elle a ajouté que l'Autorité palestinienne avait besoin de réformer ses institutions de sécurité " afin de lutter efficacement contre le terrorisme et l'anarchie ", et demandé aux États voisins, notamment l'Égypte et la Jordanie, " d'aider les Palestiniens à créer des services honnêtes et responsables de sécurité ".

Mme Rice a en outre noté qu'Israël entreprendrait bientôt la démarche historique de se désengager de Gaza et de certaines régions de la Cisjordanie, et a demandé à ce pays de n'entreprendre aucune action susceptible de porter préjudice à un accord final.

Les États arabes, pour leur part, a affirmé la secrétaire d'État, " doivent stopper leurs incitations à la violence dans les médias, couper tous les fonds aux terroristes, mettre fin à la formation d'extrémistes, et établir des relations normales avec Israël ".

Elle a ensuite rappelé que dans le discours qu'il avait prononcé le 2 février sur l'état de l'Union, le président Bush avait promis de consacrer 350 millions de dollars à l'instauration d'un État palestinien démocratique, et que 41 millions de dollars avaient été déboursés aux fins d'utilisation immédiate pour aider les citoyens palestiniens à obtenir des soins médicaux, à s'inscrire à des programmes d'éducation supérieure, et à développer l'économie de leur nation.

" Si nous partageons tous la responsabilité de la paix, nous en récolterons également tous les fruits (...) Une Palestine libre et démocratique donnera un élan à la réforme dans l'ensemble du Moyen-Orient (...) et sera une source d'espoir pour le monde entier. "

La Chambre réexamine le programme d'aide d'urgence aux victimes du VIH/sida

Des parlementaires évoquent les moyens d'assouplir les dispositions de la loi portant création de ce programme.

Par Charlene Porter
Rédactrice du " Washington File "

Washington - L'opportunité de réviser la loi de 2003 portant création du programme du président Bush relatif à une aide d'urgence aux victimes du VIH/sida a amené les membres de la sous-commission de la Chambre des représentants chargée des activités à l'étranger à convoquer M. Randall Tobias, coordonnateur de ce programme.

De l'avis de M. Jim Kolbe, républicain représentant l'Arizona, le Congrès n'en avait pas suffisamment débattu il y a deux ans, peu de temps après l'appel urgent lancé par le président Bush en faveur d'une augmentation de l'aide des Etats-Unis aux pays durement touchés par le VIH/sida.

M. Kolbe et d'autres membres de la sous-commission ont fait valoir leurs préoccupations en ce qui concerne le niveau des contributions des Etats-Unis au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La loi interdit par exemple que les contributions américaines

aines soient supérieures à 33 % du total des subventions reçues par le Fonds dans l'année. M. Kolbe s'est posé la question de savoir si les autres pays ne comptaient pas trop sur une contribution des Etats-Unis qui dépassera 400 millions de dollars rien que pour 2005.

" Je ne serais pas en faveur de changer ce critère ", a répondu M. Tobias, ajoutant qu'il était très important d'encourager les autres pays donateurs à accroître leur appui financier au Fonds mondial et qu'il avait pour sa part recommandé à la secrétaire d'Etat, Mme Condoleezza Rice, de le mentionner à chaque fois qu'elle en aurait l'occasion lors de ses entretiens avec des dirigeants étrangers.

La loi de 2003 précise également la façon dont l'aide des Etats-Unis doit être distribuée aux 15 pays d'Afrique, des Caraïbes et d'Asie qui sont ciblés par le programme. Elle prévoit que 55 % des fonds doivent être consacrés au traitement et que, sur ces fonds, 75 % soient réservés à l'achat et à la distribution de médicaments antirétroviraux et le reste consacré au suivi des malades subissant un traitement.

Plusieurs parlementaires ont indiqué qu'il était, à leur avis, préférable de laisser le personnel chargé de la mise en œuvre des programmes sur le terrain prendre de telles décisions plutôt que les politiciens de Washington.

" L'objectif du programme est de sauver des vies, non pas d'atteindre des pourcentages ", a fait valoir M. Mark Steven Kirk, un représentant républicain de l'Illinois, précisant que les pourcentages fixés en matière de décaissement sont devenus de plus en plus difficiles à respecter étant donné que les coûts des antirétroviraux diminuent au fur et à mesure de l'accroissement de la production d'antirétroviraux génériques dans les pays en développement.

Faisant remarquer que les pourcentages fixés n'avaient pas suscité de problème la première année du programme, M. Tobias a dit néanmoins qu'il serait content d'avoir une marge de manœuvre un peu plus souple en ce qui concerne la façon de dépenser les fonds.

Pour l'année budgétaire 2006, qui sera la troisième année de financement du programme, le gouvernement Bush a demandé 3,2 milliards de dollars. Il a prévu de consacrer 15 milliards de dollars sur cinq ans à ce programme d'aide d'urgence afin notamment d'empêcher 7 millions de nouvelles infections par le VIH/sida, d'appuyer le traitement de 2 millions de malades et de venir en aide à 10 millions de personnes touchées par cette affection, notamment les enfants dont les parents en sont morts et les enfants vulnérables.

Les quinze pays ciblés par le programme sont l'Afrique du Sud, le Botswana, la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, le Guyana, Haïti, le Kenya, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, le Vietnam et la Zambie.

Des études montrent que le taux de transmission du VIH/sida augmente rapidement dans de nombreux pays et les membres du Congrès s'interrogent sur le bien-fondé d'une stratégie se concentrant seulement sur ces quinze pays.

" Donnons déjà à ce que nous faisons la chance de faire ses preuves ", a dit M. Tobias, ajoutant que tous les programmes financés par les Etats-Unis étaient bien accueillis partout.

Il n'en demeure pas moins que les membres du Congrès tiennent à ce que l'aide américaine soit utilisée à bon escient et qu'elle se traduise par des résultats positifs.

La responsabilisation et l'efficacité figurent en bonne place sur la liste des priorités attachées au programme, a assuré M. Tobias, qui a précisé qu'il s'efforçait de garantir que les mécanismes appropriés étaient en place pour assurer le suivi des activités des organismes qui reçoivent des fonds et fournissent les services.

RDC : la conduite de certains Casques bleus scandalise les États-Unis

Déposition d'un haut responsable du département d'État

Les sévices, l'exploitation sexuelle et la participation à la traite de personnes auxquels se sont livrés certains soldats des Nations unies chargés de maintenir la paix en République démocratique du Congo (RDC) scandalisent les États-Unis, a dit un haut responsable du département d'État à l'occasion d'une déposition devant la sous-commission de la Chambre des représentants chargée de l'Afrique, des droits de l'homme dans le monde et des organisations internationales.

Les Nations unies, a dit M. Kim Holmes, secrétaire d'État adjoint chargé des questions liées aux organisations internationales, doivent faire davantage afin de garantir que les atteintes qui ont récemment été mises à jour, ne se reproduisent jamais.

M. Holmes avait été convoqué afin de partager avec les parlementaires les informations dont il disposait au sujet des actes dont sont accusés certains Casques bleus de l'ONU faisant partie de la MONUC (Mission de l'Organisation des Nations unies en République du Congo).

Qualifiant ces actes de " répréhensibles ", M. Holmes a rappelé que la grande majorité des Casques bleus de l'ONU " accomplissent leur tâche de façon honorable dans des conditions dangereuses et difficiles. Certains, tels que les neuf Casques bleus du Bangladesh qui ont été tués au Congo le 24 février, ont fait l'ultime sacrifice, celui de leur vie. "

Les États-Unis, a-t-il souligné, appuient vigoureusement la politique énoncée par les Nations unies de tolérance zéro d'abus sexuels de la part des Casques bleus et font pression sur cette institution pour garantir que cette politique soit respectée. " Nous comptons que des comptes seront rendus en ce qui concerne les atteintes qui ont été mises à jour en ce qui concerne la MONUC et d'autres missions ", a-t-il ajouté.

Les États-Unis appuient vigoureusement le processus de paix au Soudan

Communiqué rendu public le 25 février par le département d'État

Dans un communiqué de presse publié le 25 février, le porte-parole du département d'État, M. Richard Boucher, indique que les États-Unis sont en train de renforcer leur appui à l'Accord de paix au Soudan en dépêchant notamment dans la région de hauts responsables qui sont chargés de présenter au gouvernement soudanais leur point de vue sur la situation humanitaire dans le pays, et en particulier au Darfour.
On trouvera ci-après le texte du communiqué publié le 25 février par le département d'État.

Département d'État des États-Unis
Bureau du porte-parole
25 février 2005

Déclaration de M. Richard Boucher concernant les actions mises en œuvre par les États-Unis pour appuyer le processus de paix au Soudan

Les États-Unis ont pris plusieurs mesures visant à appuyer l'accord global de paix au Soudan. Cet accord constitue une base solide pour rétablir la stabilité et l'unité nationale dans l'ensemble du Soudan, notamment dans la région du Darfour et dans les autres régions toujours touchées par le conflit. Les États-Unis exhortent les deux camps à faire appliquer rapidement l'ensemble des dispositions contenues dans cet accord et à saisir cette occasion pour résoudre la crise au Darfour.

Nous avons renforcé notre présence diplomatique en nommant M. David Kaeuper en qualité de chargé d'affaires auprès de l'ambassade des États-Unis à Khartoum. M. Kaeuper se trouve dejà dans la capitale soudanaise et évoquera des questions cruciales avec le gouvernement soudanais, notamment la crise au Darfour, la mise en œuvre de l'Accord global de paix et la livraison d'une aide humanitaire salutaire aux millions de Soudanais menacés d'être déplacés et d'être confrontés à des pénuries de vivres. L'ambassade a aussi dépêché un responsable dans le sud du Soudan dans le dessein d'établir une présence diplomatique américaine dans la région.

Les États-Unis ont nommé M. Donald Petterson, un ancien diplomate, en qualité de représentant auprès de la Commission Abyei, laquelle doit régler les questions ayant trait aux frontières dans cette région et à laquelle l'un des protocoles constituant l'Accord de paix est consacré.

Nous envisageons par ailleurs de nommer un haut responsable auprès de la Commission d'évaluation qui doit être établie en vue de veiller à la bonne mise en application de l'accord et de rendre des comptes à son sujet.

Nous recommandons instamment aux parties de mettre sur pied dans les meilleurs délais cette commission ainsi que celles que préconise l'accord de paix.

Les États-Unis tiennent à travailler en étroite collaboration avec la communauté internationale afin de fournir une assistance et promouvoir la paix, la sécurité et la réconciliation au Soudan.

Nous mettons à profit cette occasion pour faire valoir nos vives préoccupations en ce qui concerne la violence et les atrocités au Darfour. Le Darfour reste encore une

priorité de haut rang et les États-Unis continueront à y appuyer vigoureusement la mission de l'Union africaine.

Les États-Unis ne normaliseront pleinement leurs relations avec le Soudan que lorsque la situation au Darfour se sera stabilisée.

Soudan : les femmes doivent participer au processus de paix

Résumé des propos de deux anciens ambassadeurs des États-Unis

Par Daniel Cain
Rédacteur du " Washington File "

Washington - Donner aux femmes un plus grand rôle dans le processus de paix au Soudan contribuerait à endiguer la crise croissante au Darfour et à établir une paix durable entre le nord et le sud du pays, affirment deux anciens ambassadeurs des États-Unis qui viennent de rentrer d'une tournée au Soudan et au Kenya.

L'ancienne ambassadrice des États-Unis auprès de l'Autriche, Mme Swanee Hunt, et l'ancien ambassadeur après de l'Angola, M. Donald Steinberg, qui se sont entretenus avec plus de 120 militantes soudanaises durant leur visite, ont souligné l'effet tragique qu'avait eu la violence sur les femmes au Soudan et réclamé une plus grande participation de celles-ci aux missions de maintien de la paix. Mme Hunt et M. Steinberg ont tenu ces propos le 23 février, lors d'une conférence de presse organisée par le " Woodrow Wilson International Center for Scholars " de Washington.

Mme Hunt a fait l'éloge des femmes qu'elle a rencontrées durant la visite en disant : " Ne laissez personne vous dire que la structure du Soudan repose à 99 % sur les hommes parce qu'il n'y a pas de femmes qualifiées. Il y a une énorme différence entre ne pas avoir de femmes et ne pas en vouloir ! Les femmes compétentes ne manquent pas. "
M. Steinberg a approuvé, évoquant les " femmes dynamiques et talentueuses qui, malgré l'exclusion dont elles ont été victimes, ont acquis savoir-faire et expérience du fait de leur rôle dans (...) le traitement des questions liées aux femmes ".

Cependant, les femmes doivent être impliquées dans les affaires soudanaises si l'on veut réellement mettre fin aux combats, a affirmé M. Steinberg. " Nous savons que si ce sont les hommes armés qui s'entendent pour mettre fin à la guerre, c'est la société civile, et tout particulièrement les femmes, qui s'unissent pour créer une paix juste et durable. "

Il a ensuite qualifié l'expérience vécue par les Soudanaises d'horrible, expliquant par exemple que le viol était devenu monnaie courante dans le Darfour. Il a réclamé une pression internationale plus importante sur le gouvernement soudanais pour régler le conflit au Darfour parce que selon lui, l'instabilité dans cette région pourrait menacer le récent accord de paix passé entre le Nord et le Sud. " Si une paix juste et durable ne met pas fin à la tragédie du Darfour, tous les espoirs nés de l'accord de paix entre le Nord et le Sud seront réduits à néant ", a-t-il affirmé.

Il a également déploré l'impunité dont jouissaient ceux qui commettaient des crimes contre les femmes au Darfour, et exigé des poursuites judiciaires en cas de violation des droits de l'homme. " Trop souvent, l'amnistie signifie que les hommes pardonnent les atrocités perpétrées par leurs congénères contre les femmes. Faire payer les responsables est essentiel afin de convaincre les hommes armés de fusils qu'il n'y a pas d'impunité en cas de crime contre les femmes. "

Des passages vidéo d'interviews réalisées avec des militantes soudanaises ont été projetés durant la conférence de presse. Mme Hunt a ensuite évoqué le cas d'Amna Elagib Adam, une responsable locale du Programme de développement de l'ONU au Darfour, qui a vécu d'horribles drames personnels, notamment l'assassinat de ses parents.

Dans l'un des passages vidéo, Mme Adam exprime l'espoir que ses sacrifices apporteront une paix durable au Darfour : " Si vous voulez changer une société, il faut payer cher. Nous payons avec notre dignité pour plus de dignité. Nous payons avec la vie de nos enfants, de nos hommes, de nos femmes. Mais je ne me plains pas, parce que j'espère des jours meilleurs. "

Dans un autre passage, Awut Den Acuil, cofondatrice de nombreuses organisations sans but lucratif au Soudan, décrit les activités de règlement des conflits déployées

par les femmes dans le sud du pays et confirme le désir de ces dernières de participer aux activités de maintien de la paix. “ Elles aimeraient avoir voix au chapitre, un endroit où elles peuvent participer et apporter des contributions significatives à la construction de la nation. “

M. Steinberg et Mme Hunt ont applaudi aux récentes démarches entreprises pour faciliter la participation des femmes aux missions de maintien de la paix placées sous la tutelle des Nations unies, l’objectif étant d’atteindre la parité entre hommes et femmes au sein de toutes les agences de l’ONU. Ils se sont également félicités de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, adoptée en octobre 2000, qui exige explicitement une plus grande participation des femmes aux activités de maintien de la paix.

Mme Hunt dirige actuellement Inclusive Security : Women Waging Peace, une organisation sans but lucratif qui milite en faveur de la pleine participation des femmes aux processus de paix dans le monde.

Les dons privés américains affluent vers les zones touchées par le tsunami

Ils se montent à plus d’un milliard de dollars

Par Charlene Porter
Rédactrice du “ Washington File “

Washington - Les Américains ont fait preuve d’une grande générosité afin de venir en aide aux habitants des nations de l’océan Indien dévastées dans les derniers jours de 2004 par un tremblement de terre et un tsunami : leurs dons se sont élevés à plus d’un milliard de dollars.

Selon le Centre sur la philanthropie de l’université de l’Indiana, qui donne des informations sur les divers groupes impliqués dans l’apport d’aide aux victimes de la pire catastrophe naturelle de mémoire d’homme, 940 millions de dollars ont déjà été décaissés. (voir: http://www.philanthropy.iupui.edu/tsunami_relief_giving_1-18-05.html

Les dons, qui vont de quelques milliers de dollars à plusieurs centaines de millions, ciblent tous les volets de la reconstruction dans la région, aussi bien celle de l’infrastructure que celle de vies détruites par la perte d’amis, de familles, de logements, de villages et de travail.

L’organisme CARE-USA, l’un des principaux donateurs mentionnés par le Centre sur la philanthropie, travaille depuis de nombreuses années en Indonésie, et l’une de ses tâches principales est de veiller à ce que la population ait de l’eau potable. Il envisage d’assurer les besoins en eau potable de 500.000 personnes par mois pendant plusieurs mois.

Cet organisme se trouve également sur le terrain au Sri Lanka, où il distribue des vivres, de l’eau, des vêtements et des fournitures médicales dans les zones les plus durement touchées par la catastrophe. Travaillant dans ce pays depuis 1956, CARE-USA s’est engagé à aider la population jusqu’au moment où elle sera repartie sur le bon pied.

La Croix-Rouge américaine, pour sa part, s’est engagée à appuyer les secours aux victimes du tsunami à hauteur de 380 millions de dollars. Créée par le Congrès il y a plus d’un siècle pour aider les victimes de catastrophes sur le territoire américain et à l’étranger, cette organisation est aussi affiliée à la Croix-Rouge internationale.

Au Sri-Lanka, elle s’est associée à la Croix-Rouge nationale pour construire des salles de classe temporaires, donner des fournitures scolaires et distribuer des articles aux enfants pour les aider à surmonter les effets des événements traumatisants.

A NOTER:
Vous pouvez trouver d'autres textes et transcriptions en francais sur le site Internet de la Mission des USA à l'adresse suivante:
http://www.us-mission.ch
en cliquant sur "Washington File" et puis sur "Francais".